Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



n°217
19 octobre 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Contre l'offensive des gouvernements et des patrons : la force des travailleurs !

Parmi les manifestants du 14 octobre : des chômeurs qui ont reçu leur lettre d'exclusion, des prépensionnés qui découvrent que leur pension est diminuée de plusieurs centaines d'euros, des parents d'étudiants qui devront payer davantage pour le minerval.

« Faire travailler plus pour faire gagner moins », voilà le mot d'ordre de ce gouvernement au service des patrons.

Les ministres aident simplement les patrons à pressurer toujours plus les travailleurs. Le gouvernement facilite les licenciements en diminuant la durée des préavis, tout en excluant les chômeurs par dizaines de milliers pour les contraindre à accepter les pires emplois. Le but est d'imposer plus de bas salaires et de permettre aux patrons d'exiger encore plus de flexibilité et de charge de travail. Alors que déjà aujourd'hui, les conditions de travail sont beaucoup trop dures !

Les travailleurs doivent se défendre !

Déjà, des mouvements de grève dans des magasins Ikea dénoncent l'accroissement de la charge de travail. Les travailleurs d'Alysse Food, à Seneffe, ont fait grève plus de trois semaines suite à l'annonce de licenciements collectifs, alors qu'ils font partie d'un groupe multimilliardaire ! Les travailleurs des usines Clarebout Potatoes en France, dans le Hainaut et en Flandre occidentale font grève pour se défendre face à une famille d'actionnaires qui engrange des milliards lors de la vente de son entreprise à un groupe américain.



Ces réactions restent pour le moment isolées. Les directions syndicales freinent le regroupement des luttes en dispersant les mobilisations. C'est le contraire de ce qu'il faudrait faire !

En réalité, les directions syndicales ne veulent pas aider les travailleurs à unifier et approfondir leurs luttes. Les dirigeants syndicaux sont avant tout préoccupés de garder le contrôle de la colère: ils ne veulent pas faire payer le patronat. Leur politique est de tenter de faire croire que la solution serait un bon gouvernement "de gauche", avec les socialistes soutenus par les écologistes, voire le PTB.

Les dirigeants syndicaux prétendent qu'un tel gouvernement serait à l'écoute des besoins des travailleurs, ou au minimum qu'il serait "moins pire". C'est un mensonge qui ne sert qu'à détourner le mécontentement des travailleurs vers le terrain électoral, alors que la véritable force des travailleurs est de s'organiser et de se mobiliser dans les entreprises, là où ils créent les richesses.

Aucun gouvernement, de droite ou de gauche, ne prendra la défense des intérêts des travailleurs et des pauvres. Les gouvernements de Macron en France, de Geert Wilders aux Pays-Bas, de Merz en Allemagne, de Starmer au Royaume-Uni, de Trump aux États-Unis, n'ont pas les mêmes couleurs politiques. Pourtant ils appliquent tous, sous différentes formes, une politique offensive contre les classes laborieuses.

Les politiciens invoquent la dette comme prétexte à l'austérité ? Mensonges ! La vérité, c'est que ces gouvernements ont besoin d'argent car ils se préparent à des guerres et veulent faire payer la population pour les dépenses militaires.

Ces guerres n'ont pas pour but de défendre la population mais la compétition des capitalistes pour les marchés, les richesses, la domination sur l'Ukraine, le Moyen-Orient, l'Afrique…

Aujourd'hui, pour augmenter les budgets militaires, chaque gouvernement veut prendre sur la pen-

sion de la mère, sur l'indemnité maladie du père, sur l'allocation de chômage du frère, pour demain enrôler le fils à l'armée et l'utiliser comme chair à canon !

L'avenir du capitalisme ne réserve qu'une vie de misère et de guerre à tous les peuples. Dans les pays pauvres, les révoltes contre cette réalité se multiplient, au Népal, au Maroc, à Madagascar. La jeunesse ne supporte plus l'arrogance des riches alors que leurs familles sont confrontées à la misère, au chômage, au manque de logements, au délabrement des écoles, des hôpitaux, des services publics ! Les massacres et l'expropriation des terres des Palestiniens écœurent des millions de personnes qui manifestent leur solidarité avec les victimes de cette oppression.

La situation en Belgique, comme partout dans le monde, nécessite des luttes importantes des travailleurs. Et le but des grèves et des manifestations ne peut pas être seulement de remplacer au gouvernement, une équipe politicienne par une autre ! C'est le pouvoir que les travailleurs doivent prendre, en l'enlevant aux capitalistes.

Une lutte qui se développe dans cette direction ne peut venir que "d'en bas". Et pour commencer, les travailleurs doivent s'organiser et contrôler leurs propres luttes contre l'exploitation, même s'il faut passer au-dessus des directions syndicales qui se refusent à mettre en cause le système capitaliste.

14 octobre : une manifestation réussie



80.000 selon la police, 120.000 selon les directions syndicales. Mais ce qui a marqué les manifestants du 14 octobre, c'est leur nombre, dans les trains, dans les gares, dans la rue.

Les actions syndicales précédentes avaient surtout mobilisé des syndicalistes et militants politiques. Mais ces dernières semaines, des dizaines de milliers de chômeurs ont reçu leur lettre d'exclusion. Des milliers de prépensionnés, de travailleuses à temps partiel, de malades lourds ont découvert qu'ils allaient perdre des centaines d'euros par mois sur leur pension.

Ces travailleurs ont milité, dans leur famille, parmi leurs collègues, sur les réseaux sociaux, pour convaincre qu'il était nécessaire de manifester.

La manifestation était une forêt de pancartes faites main. Toutes personnelles, et s'adressant à tout le monde. Les témoignages de manifestants à la presse rétorquaient des faits concrets, des situations vécues face à la propagande des ministres. Le soir, beaucoup ont suivi la manifestation à la télé, et se sont reconnus dans la colère des manifestants.

Cela ne fera pas reculer le gouvernement ? Non, bien sûr. Mais durant une journée, la voix des travailleurs a couvert celles des riches et du gouvernement. C'est un point d'appui pour continuer et élargir la mobilisation.

D'où vient la violence ?

Le problème de la violence dans la manifestation du 14 octobre est largement discuté. Une petite minorité de blacks blocks cherchent la confrontation avec la police. Des jeunes, plus nombreux, crient seulement leur révolte

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales, ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

contre une société injuste et répressive. La violence vient clairement de la police. 13 plaintes ont été déposées pour violences policières.

Les témoignages s'accumulent, les vidéos qui circulent sont accablantes pour la police. Des vieux, des femmes, des enfants, de simples manifestants ont été pris pour cible.

La direction de Polbru reste silencieuse. Le bourgmestre socialiste de Bruxelles, Philippe Close, silencieux également. Le comité P, un organisme du Parlement censé surveiller la police, reconnaît que, d'une façon générale, l'usage des lacrymogènes se généralise contre les manifestants.

Mais tous les rapports d'enquête interne sur les violences policières restent secrets. Pourquoi ? Parce que les ministres, les parlementaires, les bourgmestres, ne sont que les gestionnaires d'une société de plus en plus injuste. Et ils comptent sur la police pour mater la population si nécessaire.

Mais alors que faire ?

Les directions syndicales ne mettent rien en place pour protéger les manifestants. Ils s'en remettent à la police pour le maintien de l'ordre. Les faits montrent que c'est une erreur. La police se moque de distinguer les casseurs des manifestants et même des passants.

Alors des travailleurs préconisent de s'organiser entre collègues qui se connaissent pour assurer eux-mêmes la sécurité de leur cortège.

Ils ont constaté que des manifestants se regroupent derrière une corde, pour protéger ceux qui sont à l'intérieur du groupe.

Ils discutent également de s'adresser à ceux qui masquent leur visage pour leur dire qu'on est là pour se défendre, pas casser n'importe quoi.

En effet, les solutions et les réponses efficaces ne manquent pas à ceux qui sont décidés à ne pas se laisser réduire au silence.

Avoir une politique contre la violence de la police et des casseurs, est nécessaire pour que les manifestants puissent exprimer leur colère et faire pression sur le pouvoir.



Violences policières

A la manifestation du 14 octobre, de nombreux coups de matraques ont été distribués, parfois contre des personnes déjà immobilisées par la police, pratiquant des arrestations musclées.

Des gaz lacrymogènes ont fusé à plusieurs endroits, notamment dans le cortège de la ligue des familles, où se trouvaient des enfants.

En plus du canon à eau, des groupes de policiers ont pratiqué la nasse, encerclant des manifestants afin de les empêcher de se déplacer.

Des pratiques au-delà des règlements de police, qui se banalisent pour préparer les forces de répression, quand la bourgeoisie en aura besoin contre les grévistes et contre des manifestations plus déterminées qui mettront en cause son pouvoir.

Des balles à « létalité réduite » ?

Selon Francken (NV-A), ministre fédéral de la Défense, il faudrait que la police soit armée de lanceurs de balles en caoutchouc ou en bismuth, dénommées « à létalité réduite », mais qui peuvent tuer quand même.

Un représentant de la bourgeoisie annonce comment la bourgeoisie peut muscler sa répression… mais cela n'empêche pas la colère d'éclater et de bousculer, voire de renverser les gouvernements, comme on le voit en ce moment notamment à Madagascar, au Maroc, au Népal…



Quels objectifs pour les mobilisations ?

« La véritable question, c'est celle de l'objectif [des mobilisations] » avouait le Secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la FGTB, Jean-François Tamellini, au journal Le Soir.

C'est effectivement le problème de fond : le but et les mots d'ordre à donner à nos manifestations, à nos grèves, à nos luttes !

« Du côté wallon, c'est de faire tomber le gouvernement » déclare promptement les dirigeants de la FGTB. Mais ce n'est que du spectacle. Ce mot d'ordre d'allure pseudo-radical n'arme pas les travailleurs ! Au contraire.

Changer de gouvernement ne permettra pas de se défendre contre les mesures d'austérité. En France, malgré les nuances politiques des premiers ministres de droite qui se succèdent, les gouvernements de Macron ne renoncent pas à la saignée des budgets sociaux. En Angleterre, c'est le gouvernement de gauche, dirigé par Keir Starmer qui impose des mesures d'austérité… Et en Belgique, on peut déjà savoir que la situation n'est pas différente : si le PS était au gouvernement, il appliquerait aussi la politique d'austérité, comme l'avait fait Di Rupo en 2014 en excluant des dizaines de milliers de travailleurs des allocations de chômage !

C'est pourquoi le mot d'ordre de la FGTB « faire tomber le gouvernement » ne sert pas à indiquer la prochaine étape pour se défendre des mesures d'austérité, mais à dévoyer la colère des travailleurs sur le terrain électoral.

Jean-François Tamellini l'admet lui-même au journaliste du Soir : le problème avec le gouvernement actuel c'est qu'« on ne peut rien négocier avec ces gens-là. Ce n'est pas faute d'essayer, mais ils ne veulent rien négocier. ».

Ainsi, la seule chose que visent les dirigeants de la FGTB, ce n'est pas d'empêcher l'application des mesures d'austérité, c'est de retrouver le PS au gouvernement - et avec lui, leur place à la table des négociations ! Mais pour obtenir quoi ?

C'est pour cette raison que les syndicats sont divisés entre le nord et le sud du pays. Vooruit étant au gouvernement, les dirigeants syndicaux flamands agissent exactement comme la FGTB (mais aussi à leur manière la CSC et la CGSLB) quand le PS fait partie de la coalition gouvernementale. Les dirigeants syndicaux servent de relais parmi les ouvriers et les employés pour tenter de stabiliser le gouvernement, en contrôlant la colère des travailleurs, surtout quand il mène une politique pro-patronale agressive !

Mais le fait que les gouvernements de gauche ne permettent pas de se défendre de la politique pro-patronale, ce n'est encore qu'une partie du problème ! Leur impuissance et leurs trahisons nourrissent le désespoir des travailleurs et alimentent ainsi l'extrême droite : en Italie Meloni est au pouvoir, en France le RN de Marine Le Pen pourrait s'y retrouver sous peu, en Angleterre c'est l'extrême droite qui manifeste dans les rues contre les étrangers,…

Les illusions électoralistes désarment les travailleurs et finissent par renforcer leurs pires ennemis !

Face à l'offensive de la bourgeoisie, il n'y a aucune « solution » du côté de la gauche. La seule perspective est que les travailleurs prennent, eux-mêmes, la direction de leurs luttes pour défendre leurs intérêts, jusqu'à renverser le capitalisme. Cela passe aussi par la reconstruction d'un parti ouvrier, communiste et révolutionnaire.

Leur société

Le gouvernement prépare l'avenir

Des professeurs et des élèves de l'enseignement secondaire ont formé une chaîne humaine longue d'un kilomètre dans les rues de Liège pour protester contre les menaces de suppressions d'emplois de professeurs.

La Fédération Wallonie Bruxelles a décidé d'imposer aux enseignants du secondaire supérieur une augmentation du nombre d'heures de cours, qui passeraient de 20 à 22 heures semaine à la rentrée prochaine, pour le même salaire. Cela permettrait de supprimer un emploi sur dix, au moins 1.500 emplois… et d'économiser des dizaines de millions d'euros par an.

Voilà comment les gouvernements payent les nouveaux avions F-35, qui coûtent des milliers de professeurs chacun.

CPAS : diviser pour mieux exclure

Dans les CPAS où on attend les exclus, six conditions pour recevoir une aide sociale sont utilisées pour justifier un refus. Parmi ces raisons « avoir la nationalité belge ou répondre aux conditions de séjour pour les personnes étrangères ».

L'Etat n'exige pas des patrons d'Audi, de Colruyt ou Deliveroo

qu'ils aient la nationalité belge ou un titre de séjour permanent pour faire des montagnes de bénéfices sur le dos des travailleurs belges ou étrangers.

Exclure des travailleurs licenciés du chômage et leur refuser l'aide du CPAS pour nourrir leur famille sous prétexte qu'ils sont étrangers n'est qu'une exploitation cynique des préjugés racistes pour diviser les travailleurs face à des attaques qui les menacent tous !



Justifications mensongères !

Invité le 6 octobre à l'université de Gand, le premier ministre De Wever défendait les mesures d'austérité de son gouvernement sous prétexte « d'éviter l'effondrement de l'État providence ».

D'après lui, les attaques massives contre les travailleurs, l'exclusion des chômeurs, la réduction des pensions, les attaques sur le travail de nuit… seraient absolument nécessaires.

C'est un mensonge. L'augmentation de la productivité du travail et l'augmentation de la population pourraient compenser le vieillissement de la population et suffirait encore à augmenter les budgets sociaux. Mais la richesse produite par les travailleurs est de plus en plus accaparée par la minorité de capitalistes. Les riches s'enrichissent démesurément pendant que la plus grande partie de la population s'appauvrit.

Il n'y a donc aucune nécessité budgétaire aux mesures d'austérité. Le problème ce n'est pas un manque de moyen ou d'argent (il n'y en a jamais autant eu), mais que les capitalistes exigent des États de prendre sur les salaires, les pensions, les soins de santé et tous les budgets sociaux.

Et cela, tous ceux qui se prétendent « responsables » de la gestion du capitalisme l'acceptent. C'est pour cela qu'ils sont convaincus que des réformes au détriment du niveau de vie de la population sont nécessaires : autant dans les partis du gouvernement, que dans ceux d'opposition, et même chez les responsables syndicaux.

Aucun ne prétend s'opposer aux intérêts capitalistes, au contraire… Ils prétendent seulement appliquer la politique capitaliste de manière différente, en prenant l'argent « ici », plutôt que « là », mais toujours en faisant payer surtout la population et peu les capitalistes !

Bien des électeurs du PS n'espèrent pas échapper à la politique patronale et aux mesures d'austérité, mais espèrent seulement qu'elles seront « moins pire » si le gouvernement compte des ministres socialistes.

Le problème c'est que cela fait plus de quarante ans que cela dure. Et que de « moins pire » en « moins pire », de « réforme » en « réforme », c'est un recul généralisé des conditions de vie et de travail qui est imposé par la bourgeoisie, un retour en direction du 19eme siècle ! Si le rapport de forces ne change pas, c'est cela qui attend la prochaine génération !

Aujourd'hui les travailleurs sont appauvris par les mesures d'austérité, et les salaires et les pensions sont insuffisantes face aux prix en hausse.

Pendant ce temps, la minorité d'ultra-riches le devient toujours plus, et les gouvernements augmentent les budgets militaires et multiplient les discours nationalistes et bellicistes en préparation de la guerre. Ce sont les deux faces de la politique de la classe capitaliste face à la crise de tout le système.

La seule chose à « réformer », en fait à renverser, c'est ce système capitaliste dirigé par des milliardaires qui ne travaillent pas mais utilisent leur pouvoir au détriment des travailleurs qui créent des richesses dont ils ne profitent pas.



Comment augmenter le pouvoir d'achat ?

Le MR prétend que le gouvernement fédéral pourra augmenter le pouvoir d'achat « de ceux qui travaillent et ne sont pas des oisifs » avec une réforme fiscale. De là, les fameux 500€ qu'il avait promis aux électeurs. Mais ce que prévoit sa réforme c'est de « diminuer les charges sociales pour les employeurs », ainsi que de « réduire les coûts énergétiques pour les entreprises qui consomment beaucoup d'énergie » en baissant leur imposition directe… et le MR essaye de nous faire avaler que, par effet de rebond — laissez agir la magie — les salaires s'en trouveraient augmentés.

Face à ces mensonges éhontés de la droite qui planifie son agenda de cadeaux au grand patronat, le PS et le PTB ne s'attèlent qu'à couvrir de reproches les politiciens au gouvernement. Selon eux, l'inflation, la perte de pouvoir d'achat, l'enrichissement des actionnaires… Tous nos malheurs se-

raient à la charge du gouvernement Arizona. Ce discours ne permet pas de comprendre la réalité.

L'économie est aux mains de la classe capitaliste, qui prend en otage toute la société en privatisant la production des moyens de subvenir à tous nos besoins. Elle accumule ainsi des richesses faramineuses qui se mesurent en dizaines de milliards ! D'autre part, l'économie repose sur le travail de millions de travailleurs, au cœur de la machine, qui la font tourner et produisent toute la richesse.

Alors quelle portion de cette richesse sera volée par la bourgeoisie aux travailleurs, et quelle portion sera arrachée par les travailleurs à leurs patrons ? C'est le rapport de force entre ces deux classes sociales qui définit le niveau d'exploitation !

Le seul moyen d'augmenter durablement le pouvoir d'achat, c'est prendre sur les profits des actionnaires, par les luttes sociales.

Tous les politiciens le savent mais s'accordent à détourner l'attention de ce fait fondamental, car ceux qui postulent comme serviteurs de la bourgeoisie connaissent leur métier.

Service militaire volontaire

En novembre, tous les jeunes belges de 17 ans recevront une lettre pour les inviter au service militaire volontaire qui vient d'être créé.

Pour défendre la lettre face à l'opposition de plusieurs partis, Benoît Lutgen (Les Engagés) a affirmé : « *Alors que la guerre est à nos portes et que nous manquons cruellement d'hommes, on se tortille pour savoir si on va envoyer un courrier à des jeunes. Il y a urgence !* ».

Les politiciens multiplient les déclarations, en s'appuyant sur la moindre cyberattaque ou le moindre drone qui s'approche d'une base militaire, pour faire croire que la Russie serait sur le point d'envahir l'Europe… Mais la réalité est toute autre ! L'armée russe n'est même pas parvenue à envahir Kiev, et n'y parvient toujours pas après trois ans de combats.



L'armée belge, tout comme l'armée française ou anglaise, ne sert nullement à défendre le territoire. Ces armées sont au service des capitalistes, et ils s'en servent avant tout d'appui pour piller d'autres pays, notamment les ex-colonies.

Alors ceux qui veulent se battre pour défendre leurs intérêts doivent avant tout s'armer d'idées pour se préparer à renverser le capitalisme !

Loi Quintin

Le ministre de l'intérieur, Bernard Quintin (MR), prépare une loi pour permettre au gouvernement d'interdire des organisations jugées « radicales ». Cette loi vise à criminaliser les organisations contestataires et à grandement faciliter leur interdiction.

Dans les entreprises, les travailleurs n'ont déjà pas le droit de dire ce qu'ils pensent et de contester la dictature patronale.

L'État cherche à étendre ce régime à toute la société car il sait qu'avec la crise il devra imposer des mesures de plus en plus impopulaires qui ne peuvent que provoquer des révoltes.

Faire reculer les agressions

Lundi 6 octobre, des accompagnateurs du dépôts SNCB de Mons se sont mis en grève suite à l'agression violente d'une collègue lors d'un contrôle la veille. Celle-ci a été physiquement blessée.

Les comportements antisociaux s'aggravent à cause de la crise, la misère sociale, les licenciements, les bas salaires, les difficultés à trouver un emploi… Et cela dépasse la SNCB et touche aussi les conducteurs de bus, le personnel des hôpitaux, des CPAS… Et cela ne va pas s'arranger avec l'augmentation des tarifs de la SNCB.

Mais cela n'empêche pas l'État et les entreprises d'augmenter les contrôles, d'un genre ou d'un autre, dans presque tous les domaines sous prétexte de démasquer de potentiels fraudeurs, ce qui augmente les occasions de conflits et les tensions.

Sans régler le problème, il serait possible d'apaiser la situation dans bien des cas, par exemple en rendant le train et le bus gratuit, en augmentant le nombre d'employés des CPAS, d'infirmières, ou d'accompagnateur de train… Bien sûr, il faudrait pour tout cela augmenter les budgets de tous ces services...

Alors comment augmenter le budget de la SNCB, des hôpitaux et de tous les services utiles à la population ?

En réduisant les budgets militaires et le remboursement aux banques de la dette de l'État ! Mais aussi et surtout en prenant sur les profits capitalistes !

Mais aucun gouvernement, de gauche ni de droite, n'est prêt à défendre cette politique. Elle ne peut venir que d'une lutte déterminée de la population.

Face aux comportements antisociaux, les dirigeants de l'État, n'ont qu'une proposition : augmenter les moyens de répression, comme des agents Securail, la police, voire l'armée.

Mais cette répression ne s'attaque pas aux causes des agressions anti-sociales, et elle ne protège guère les travailleurs !

En revanche, l'État finit toujours par retourner ses moyens de répression contre les travailleurs lorsqu'ils s'organisent et manifestent pour défendre leurs conditions de vie et de travail !

Le seul moyen de faire diminuer les agressions, c'est de s'attaquer à leur cause réelle : la logique du profit qui empoisonne toute la société !

Les vraies causes de la dette



Le gouvernement justifie ses attaques par une dette trop élevée qu'il faudrait « assainir », en plus de vouloir augmenter les dépenses d'armement. Dans son accord de coalition, il prétend que la raison principale de l'austérité serait « le vieillissement de la population et la situation géopolitique ». Mais c'est un mensonge !

Capitalistes sous perfusion

Les capitalistes reçoivent ainsi des milliards de cadeaux pour sauver leurs profits. Ça a été le cas après la crise pétrolière des années 1970, et pendant les années 1980 et 1990, l'État a déversé des dizaines de milliards de francs aux entreprises, y compris en rachetant les entreprises dont les capitalistes ne voulaient plus. Pendant ces années, la dette est passée de 60% à 137% du PIB, avant de revenir à 87% en 2007 après des décennies d'austérité.

Ensuite, ce sont les crises de 2008 et du Covid, durant lesquelles les gouvernements ont versé des milliards de subventions aux grandes entreprises. À chaque fois, la dette augmente de plus de 10% en quelques années, pour atteindre 107%.

En 2008, la banque Dexia avait été sauvée de la faillite et refinancée par l'État belge pour un total de 10 milliards d'euros… La banque, devenue Belfius, est redevenue rentable… et le gouvernement décide maintenant de revendre au privé pour que ce gain d'argent puisse être accaparé directement par des capitalistes !

Ils se gavent la bouche pleine

En fait, comme les capitalistes estiment qu'ils ne gagnent pas assez, c'est en permanence qu'ils exigent des cadeaux sous forme d'avantages fiscaux, de subventions ou encore de marchés publics, que les gouvernements de droite comme de gauche s'empressent de leur offrir.

Ainsi, c'est sous un gouvernement libéral-socialiste-écologiste que l'impôt sur les sociétés passe de 39% à 33% en 2002, puis sous le gouvernement libéral-chrétien qu'il passe à 25% en 2020. Mais même ces 25% sont théoriques pour la plupart des grandes sociétés qui bénéficient de nombreuses exceptions ou niches fiscales qui font parfois descendre leurs impôts à moins de 1%.

Selon une étude de l'association Econosphères, ces cadeaux au patronat ne cessent d'augmenter, et ont atteint un record de 51 milliards en 2022, soit plus que l'ensemble des dépenses publiques belges en matière de santé. Et ils continuent à augmenter depuis.

Une dette… rentable !

Mais, comme toutes les dettes, la dette publique rapporte énormément aux actionnaires des grandes banques.

Selon le CADTM, une association qui milite contre les spéculateurs des dettes nationales, les intérêts de la dette nationale belge auraient rapporté, de 2012 à 2021, 110 milliards aux actionnaires des grandes banques ! Et ce chiffre a augmenté depuis avec la hausse des taux d'intérêt.

Pas un sous pour la dette, pas un sous pour l'armée !

Tous les sacrifices exigés par le gouvernement n'ont rien à voir avec le vieillissement de la population. Les capitalistes exigent toujours plus d'argent pour faire grossir leurs profits sur le dos de la population. Ils veulent faire payer aux populations les budgets militaires qu'ils augmentent pour préparer leurs futures guerres.

Mais ce n'est pas aux travailleurs de payer pour les profits et pour les guerres des capitalistes !



Longue comme un jour sans pain

Au conseil communal de La Louvière du 30 septembre, pas moins de 65 points à l'ordre du jour concernaient l'augmentation de diverses taxes et redevances.

Parmi elles : le prix des repas scolaires et livrés à domicile, le stationnement, les conditions de location des salles de la commune, les taxes poubelles, le précompte immobilier… Seul l'impôt communal (centimes additionnels) n'augmente pas, parce qu'avec 8,8%, il est déjà au maximum !

Le bourgmestre appelle ça un budget en équilibre. C'est sur le dos des classes populaires de la commune qu'il tient !

Chers repas à domicile

Les repas à domicile préparés par la cuisine centrale du CPAS passent de 8 à 11 €.

Une augmentation de 37% pour des personnes qui dépendent souvent d'une pension ou d'une allocation qui permet tout juste de vivre et qui n'augmente pas de 37%.

Et il va sans dire que cette augmentation ne sera pas utilisée pour remédier au sous-effectif à la cuisine où on produit tous les jours un petit miracle pour sortir ces quelque 400 repas pour les maisons de repos et les livraisons à domicile.

Parole de patron

250 travailleurs français des hôpitaux de Mons vont perdre le statut fiscal de travailleurs frontaliers dès janvier 2026.

D'après leurs estimations, ils risquent de perdre jusqu'à 30% de leur salaire, voire peut-être encore plus !

Lors de la fusion des hôpitaux Saint-Joseph et Ambroise Paré au sein du groupe Helora, la direction leur avait laissé dix jours pour signer un nouveau contrat de travail sous peine de perdre leur emploi, en assurant à ces travailleurs que rien ne changerait pour eux.

Mais, pour les contrats de travail signés après 2011, le statut fiscal de travailleurs frontaliers prend fin en janvier 2026, au lieu de 2033 pour les anciens contrats. Bien sûr, la direction s'en lave les mains.

Monopoly

Moins d'un an après avoir racheté le magasin Match de la Grand' Rue à Mons pour son enseigne CoMarché, Colruyt annonce sa fermeture.

La direction promet des reclassements dans d'autres magasins, mais les travailleurs craignent, à juste titre, pour leur emploi.

Le bourgmestre Nicolas Martin (PS), quant à lui, fait des promesses aux promoteurs immobiliers et aux capitalistes qui tournent autour du site commercial. Les emplois valsent. Les affaires continuent.

Le secret d'un mariage réussi

Le bourgmestre PS de Mons, Nicolas Martin, est le chef d'orchestre de nombreuses suppressions d'emplois et de diminutions de services communaux.

Et il se félicite de « la bonne entente » avec le PTB.

L'écologiste Charlotte De Jaer, dans la majorité communale également, apprécie « un PTB pragmatique et non pas idéologique ».

Opaline Meunier de "Mons en Mieux" (MR), dans l'opposition, révèle les conditions de cette bonne entente : les compétences de l'élue PTB, Céline De Bruyn, échevine du Logement et de la Petite enfance « *sont importantes mais elles ne sont que périphériques. Les logements sociaux sont principalement gérés par l'asbl Toi & Moi tandis que les crèches le sont par l'intercommunale Gabrielle Passelecq* ».

Deux organismes aux mains du PS… Ce sont en réalité les bureaucrates du PS qui prennent les décisions, harcèlent les puéricultrices, menacent les locataires sociaux, tandis que le PTB n'a aucun pouvoir.

Nouvelles taxes à Liège

La ville de Liège annonce que cinq nouvelles taxes feront leur apparition dès 2026, en plus de l'augmentation d'une trentaine de taxes déjà existantes.

L'une d'elle concerne les petits propriétaires de night shop qui devront payer une taxe d'au moins 10.000 € par an car leur commerce est ouvert la nuit.

Une autre concerne les cercueils en polyester, généralement moins chers que les autres matériaux, mais qui seront désormais taxés à 308,58 €, car non biodégradables !



Faut-il mourir bio pour rembourser la dette des capitalistes ?

IKEA : grève contre le sous-effectif



Début octobre, une centaine de travailleurs du magasin Ikea à Hognoul (soit 80%), près de Liège, ont fait grève pendant dix jours. Ils dénonçaient sur le piquet les conditions de travail révoltantes qui ne font que se détériorer. Le sous-effectif permanent, dû au non-remplacement des départs à la retraite et des malades. Les pressions psychologiques venant de la direction et de toute la hiérarchie de petits chefs, qui surveillent les employés pour faire tenir les cadences et « assurer la rentabilité ».

Après que d'autres travailleurs des Ikea de Zaventem, Anderlecht, Mons, Gand et Wilrijk aient suivi leurs collègues dans la grève, la direction du groupe a promis treize nouveaux CDI à Hognoul, pour faire reprendre le travail avant que le mouvement ne s'étende encore plus.

Treize CDI, c'est un début qui montre que la grève fait peur aux patrons d'Ikea. Mais si les travailleurs veulent s'assurer d'obtenir cette amélioration encore bien insuffisante, ils doivent contrôler eux-mêmes l'organisation de la grève : début et fin, revendications, choix des actions…

Il faudra étendre les luttes !

Les charges de travail intenables sont généralisées à tous les magasins de distribution. Comme chez Action, où le remplissage des rayons est littéralement une course contre la montre, surveillée par le manager qui chuchote des ordres à l'oreillette. Comme chez Aldi, où la moindre minute de pause peut valoir une retenue sur salaire. Comme dans les magasins franchisés de Delhaize, qui emploient bien plus d'étudiants que d'embauchés, mettant tous les travailleurs dans des situations compliquées car la plupart n'ont pas eu le temps d'être formés. Alors que les travailleurs de Cora s'apprêtent à perdre tout simplement leur emploi, plus tous ceux qui risquent de perdre le sursalaire de nuit à la demande du patronat… Et en dehors des magasins, le constat est similaire dans tous les secteurs du monde du travail.

Cela est visible ! Les attaques contre les travailleurs viennent de l'ensemble du patronat qui s'organise, se concerte et défend ses intérêts en aggravant l'exploitation.

Mais les travailleurs ont la force de s'en défendre. Ils sont majoritaires dans la société et ont intérêt à s'unir à leur tour pour défendre leur salaire et leurs conditions de travail collectivement. C'est une nécessité. Quand les luttes apparaissent, il faut militer pour qu'elles s'étendent et soient dirigées par les travailleurs eux-mêmes.

Clarebout Potatoes grève en Belgique et en France

Industriel belge spécialisé dans les pommes de terre surgelées, Jan Clarebout possède quatre usines en Belgique et depuis trois ans, une nouvelle usine à côté de Dunkerque (430 travailleurs). Il a annoncé qu'il vendait ses usines à un groupe agroalimentaire américain, Simplot.

La vente des usines se chiffre à trois milliards d'euros… et les travailleurs exigent une prime de « rachat ». Mais Clarebout ne veut céder que 500 euros aux 3.000 travailleurs, soit 0,05% de ce que va toucher le patron. Cette annonce a déclenché la grève jeudi 2 octobre, sur l'ensemble des sites.

Le patron Jan Clarebout prétend avoir monté cette entreprise par son travail acharné et en prenant des risques et qu'il a donc mérité de devenir la 10ème fortune de Belgique en la revendant !

Mais toute la richesse que représente cette entreprise a été créée par les travailleurs, qui étaient en permanence sous pression pour produire plus et plus vite. Et ceux-ci prennent des risques chaque jour, d'autant que l'entreprise est connue pour ses nombreux accidents de travail, qui ont même fait deux morts en 2016 et 2017. Sur les piquets, les grévistes font le calcul : Jan Clarebout va gagner 1 million d'euros par travailleur, alors les travailleurs estiment que la prime doit être d'au moins 10 à 15.000 euros !

La direction de l'usine de Dunkerque a cherché à diviser les travailleurs en faisant une proposition de 1.000 euros supplémentaires, uniquement pour ceux de Dunkerque, où la grève continue. En Belgique, le patron a envoyé des huissiers pour tenter de casser le piquet de grève en menaçant les grévistes d'amendes.

La proposition de prime a été rejetée immédiatement par les grévistes français, d'autant plus que des liens se sont créés entre travailleurs de France et de Belgique car des délégations se sont déplacées d'un site à l'autre. Ces liens internationaux entre travailleurs sont déjà une première victoire

Echos d'entreprise Colruyt Dassenveld

Qui se sent frais lève le doigt !

Travailler le dimanche 2 novembre pour rattraper le vendredi, veille de 1er novembre férié. Un test pour « voir si on gagne de la fraîcheur » selon la direction.

Nous, on a besoin du dimanche pour sauver notre fraîcheur !

C'est quoi un dimanche ?

Un matin de grasse matinée, une journée en famille, une sortie avec les potes, l'occasion d'avancer dans les travaux de la maison… la liste est longue mais il y a un point commun : le dimanche, on ne veut pas le passer au boulot !

Il était une fois la prime…

Quand les collègues qui ont de l'ancienneté racontent leurs premières primes, ils se souviennent de montants qui faisaient environ un mois de salaire, voire plus.

En comparaison, la prime d'aujourd'hui paraît bien misérable et la différence se trouve, une fois de plus, dans les coffres de cette - très - chère entreprise "familiale" qu'est Colruyt.

International

France : le PS roue de secours de l'austérité

En France, le président Emmanuel Macron tente d'imposer 40 milliards d'économies au détriment de la population.

Les premiers ministres se sont succédés, faute d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Alors le premier ministre Sébastien Lecornu, de droite également, a cherché à s'entendre avec le Parti socialiste. Pour faciliter la manœuvre, Lecornu lui fait cadeau d'une concession symbolique en suspendant l'application de la réforme des retraites – honnie par des millions de salariés – jusqu'à l'élection présidentielle de 2027.

Le PS fait grand tapage pour présenter cela comme une victoire. Certes, quelques centaines de milliers de travailleurs pourront donc partir à la retraite aux anciennes conditions moins désavantageuses.

Mais cette réforme pénalisant fortement les travailleurs n'est pas annulée. Et le gouvernement pourra faire passer de nombreuses autres mesures d'austérité qui auront un effet dévastateur sur la population.

Maroc : vive la révolte de la jeunesse populaire !



Au Maroc, la jeunesse se mobilise depuis fin septembre contre les inégalités sociales et pour la chute du Premier ministre milliardaire Aziz Akhannouch.

Les jeunes, parfois mineurs, bravent la répression pour dénoncer un régime qui dépense des milliards pour construire des stades de football, mais laisse des femmes mourir dans les hôpitaux pour une simple césarienne, ou abandonnent les sinistrés du tremblement de terre de 2023 sans les reloger.

Des problèmes dans tous les pays…

Beaucoup des manifestants sont inspirés par le mouvement de la jeunesse qui a démarré au Népal quelques semaines plus tôt, menant à la chute d'un gouvernement corrompu, et qui a entraîné d'autres révoltes à Madagascar, en Indonésie ou au Pérou.

À chaque fois, la situation des jeunes est similaire : grande pauvreté, chômage élevé, absence de perspectives, corruption du régime, …

Au Maroc, 40% des jeunes sont au chômage, et les trois-quarts de ceux qui travaillent n'ont même pas de contrat écrit, ils peuvent perdre tous leurs revenus du jour au lendemain.

La misère de la majorité de la population est d'autant plus écœurante qu'elle côtoie les milliards de quelques familles, à commencer par la famille du roi du Maroc, Mohammed VI. Celui-ci est propriétaire d'une holding, Al Mada, qui détient banques, supermarchés, des mines ou de l'immobilier, un empire qui vaut au roi d'être considéré comme « le souverain le plus riche d'Afrique ».

...avec une seule cause : le capitalisme

Les révoltes des jeunes sont souvent dirigées contre les gouvernements. La cause est pourtant bien plus profonde qu'une « mauvaise gestion » ou un régime corrompu.

Les gouvernements, au Maroc comme en Indonésie ou au Pérou, ne sont rien d'autres que les larbins des capitalistes occidentaux qui pillent ces pays depuis des siècles.

Ce sont des grandes banques occidentales, comme BNP Paribas, qui ont imposé au Maroc des dettes exorbitantes à partir du 19eme siècle.

Et c'est la France et l'Espagne qui ont soumis le Maroc à un régime de « protectorat » (en fait une colonie) pendant plus de 40 ans pour mieux en piller les richesses, sous prétexte que le Maroc ne savait pas rembourser ses dettes.

Et cette dette coloniale a continué bien après la colonisation, n'étant remboursée qu'en 1994... Et remplacée par des nouvelles dettes tout aussi impayables. Le coût de la dette au Maroc (remboursement et intérêt annuel) équivaut à cinq fois le budget de la santé !

Ce sont aussi des entreprises occidentales, comme Stellantis, 3M, Thales ou Nestlé, qui exploitent les travailleurs marocains pour des salaires de quelques centaines d'euros, empochant la majorité des profits produits au Maroc.

Un régime à la solde du capitalisme à renverser !

Ce pillage se fait avec la complicité de l'État et des milliardaires marocains, dont font partie le roi et le premier ministre. Ils font tout pour offrir un régime « stable » pour attirer les « investisseurs étrangers » et ainsi « développer le pays ».

Mais la seule chose qui se développe, ce sont les profits des capitalistes occidentaux, et, à la marge, les portefeuilles de la bourgeoisie marocaine qui prend une petite part des richesses au passage.

Cette « stabilité » marocaine est le résultat d'une répression brutale envers tous les opposants. Au Maroc, quiconque critique le roi risque la prison. Les opposants y sont traqués, les arrestations politiques se font par centaines, et la torture y est régulièrement employée dans la prison de Témara, parfois en « sous-traitance » pour la CIA.

Transformer une révolte en révolution des travailleurs !

Mais la répression brutale n'a jamais empêché les révoltes, bien au contraire !

La révolte de la jeunesse n'est que la dernière d'une longue série. Et les manifestations continuent malgré les milliers d'arrestations, les fourgons qui foncent sur la foule, les tirs à balles réelles qui ont fait plusieurs morts, etc.

Pour mettre fin au chômage et à la misère, il faudra faire bien plus que de renverser un gouvernement.

Les Printemps arabes ou même l'expérience du Népal montrent que cela ne résout pas les problèmes.

C'est tout un système impérialiste qu'il faut renverser, à l'échelle mondiale. Et cela, seuls les travailleurs peuvent le faire, car ils sont déjà au cœur des entreprises capitalistes.

Les travailleurs marocains partagent des intérêts avec les travailleurs des quatre coins du monde, que ce soit dans les pays voisins, en Europe où les travailleurs d'origine marocaine sont nombreux, ou même en Asie et en Amérique où les travailleurs rencontrent les mêmes problèmes et ont les mêmes ennemis.

C'est seulement à cette échelle que les travailleurs pourront renverser le capitalisme, et mettre fin au chômage, à la misère, et aux guerres qu'il engendre.



Aziz Akhannouch,
chef du gouvernement marocain, homme d'affaires dont la fortune personnelle est estimée à 1,9 milliards d'euros

Traînée de poudre de la « GenZ »

Après les révoltes au Bangladesh en août 2024, c'est au Népal, en Indonésie, au Maroc, aux Philippines, à Madagascar, au Pérou que la jeunesse se mobilise massivement ces dernières semaines.



Manifestations aux Philippines avec le drapeau de One peace

Parce qu'elle s'oppose à la misère et au chômage, ce sont les balles de la répression qu'elle affronte avec courage et détermination, sans se laisser freiner.

Ces mouvements de jeunes, se donnant le nom « GenZ », protestent contre les conditions de vie de plus en plus désastreuses et dirigent leur colère contre les politiciens et la corruption. Mais à chaque fois, la chute ou le départ des gouvernements laisse la place aux militaires, qui reprennent les rênes de l'appareil d'Etat pour eux-mêmes, pour la bourgeoisie locale, et surtout pour que le capitalisme soit maintenu et que rien ne change.

L'exemple malgache

Le 25 septembre, les coupures d'eau et d'électricité qui pourrissent l'existence de la population de Madagascar ont déclenché des manifestations quotidiennes des étudiants et jeunes.

Le pouvoir du Président Rajoelina a répondu par une répression sauvage menée par la gendarmerie et la police, qui a fait au moins 22 tués et plus d'une centaine de blessés.

Ne perdant pas leur courage, les jeunes sont descendus de plus en plus nombreux dans les rues jusqu'au 11 octobre, jour où un tournant du mouvement a lieu lorsque des soldats ont rejoint les cortèges de manifestants.

Une unité de l'armée, le Capsat, a appelé ses hommes à refuser les ordres de tirer sur les civils. Les soldats ont alors ouvert le feu sur un véhicule de la gendarmerie et se sont adressés aux autres corps de l'armée pour les gagner à la mutinerie.

L'armée malgache étant traversée par différents courants politiques, les seuls corps véritablement fidèles au Président étaient la gendarmerie et la police.

Et à partir du coup de force du Capsat, voyant que le régime risquait d'être renversé, les chefs militaires se sont ralliés un par un à la mutinerie contre Rajoelina.

Ainsi, le 13 octobre, ce Président fuyait le pays à bord d'un avion militaire français, pendant que les chefs militaires prenaient la tête des cortèges de manifestants, tentant de reléguer à l'arrière la GenZ, et du même coup, ses revendications.

Le lendemain, après que l'Assemblée nationale ait voté la destitution de Rajoelina, les militaires annonçaient qu'ils prenaient le pouvoir.

Une portée internationale

Ces mouvements montrent que des jeunes ayant grandi dans des pays différents, à plusieurs milliers de kilomètres de distance, se révoltent et se rassemblent aujourd'hui autour de préoccupations semblables et avec des symboles communs de lutte contre l'oppression. C'est une démonstration, s'il en fallait encore, que l'avenir dépendra de luttes internationales.

Quelle perspective ?

Face à ces révoltes de la jeunesse, ce sont généralement les forces armées organisées qui récupèrent le pouvoir. Sur quelle force et quelle organisation la jeunesse peut-elle s'appuyer pour pouvoir « changer tout le système », tel que le formule un jeune malgache devant un reporter ?

Dans tous ces pays, il existe une classe ouvrière nombreuse et extrêmement exploitée. Les mobilisations de la jeunesse ne suffisent pas, il faudra que les travailleurs participent aux révoltes et en prennent la tête pour imposer des améliorations de la vie, jusqu'à renverser le système capitaliste quand ils en auront la force.

Et la jeunesse politisée a un rôle à jouer pour aider les travailleurs à prendre conscience et s'organiser.

Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be